

Information
sur le marché
du travail



**Le marché du travail,
l'emploi sectoriel et
l'emploi professionnel au Québec**

**Perspectives de long terme
2006-2015**

Janvier 2007

Emploi
Québec 

The logo for 'Emploi Québec' consists of the word 'Emploi' in a bold, italicized, sans-serif font above the word 'Québec' in a bold, sans-serif font. To the right of 'Québec' is a small graphic of the Quebec flag, which is a white cross on a blue field with four gold fleur-de-lis in each quadrant.

Ce document a été produit par
le Centre d'étude sur l'emploi et la technologie
d'Emploi-Québec.

Rédaction

André Grenier, économiste

Collaboration

Richard Legris, économiste

Lassad Damak, économètre

Travaux d'économétrie

Lassad Damak

Graphiques et tableaux

André Grenier

PRÉFACE

Dans le document *L'emploi : passeport pour l'avenir — Orientations stratégiques du plan gouvernemental pour l'emploi*, paru au début de 2005, des pistes d'action étaient proposées en vue de favoriser l'amélioration du niveau de qualification de la main-d'œuvre et le développement continu des compétences. L'une de ces pistes consistait à s'engager dans une démarche d'amélioration de la connaissance des besoins du marché du travail. Dans cette perspective, le gouvernement a mandaté Emploi-Québec pour effectuer, sur une base régulière, des prévisions sur le marché du travail québécois allant au-delà de l'horizon habituel de cinq ans, en le portant à dix ans.

La présente étude, *Le marché du travail, l'emploi sectoriel et l'emploi professionnel au Québec — Perspectives de long terme 2006-2015*, est une première réponse au mandat confié à Emploi-Québec. Elle présente, dans un premier temps, les projections relatives à la population active, au chômage et à l'emploi pour le Québec sur un horizon de dix ans. Dans un deuxième temps, elle aborde l'évolution prévue de l'emploi québécois selon les secteurs d'activité économique. En troisième lieu, elle expose, avec le même horizon temporel, les perspectives d'emploi par niveau et domaine de compétences professionnelles. Enfin, elle aborde la question des besoins de main-d'œuvre liés au remplacement des personnes qui se retireront du marché du travail. Emploi-Québec a l'intention de refaire régulièrement ces prévisions de long terme de façon à intégrer toute nouvelle information susceptible d'infléchir les tendances anticipées.

Le directeur du Centre d'étude
sur l'emploi et la technologie,

Normand Roy

TABLE DES MATIÈRES

FONDEMENTS DU SCÉNARIO DE LONG TERME.....	5
PERSPECTIVES DU MARCHÉ DU TRAVAIL DE 2006 À 2015	7
PERSPECTIVES DE L'EMPLOI SECTORIEL.....	11
PERSPECTIVES DE L'EMPLOI SELON LES DOMAINES ET LES NIVEAUX DE COMPÉTENCE..	14
DEMANDE DE REMPLACEMENT	19
TABLEAUX	20
BIBLIOGRAPHIE	27

FONDEMENTS DU SCÉNARIO DE LONG TERME

Ce scénario portant sur un horizon de dix ans a été élaboré avec les mêmes modèles économétriques que ceux utilisés par l'équipe d'analyse du marché du travail pour les perspectives de moyen terme (horizon de cinq ans). Le modèle sectoriel s'appuie sur un scénario macroéconomique de long terme, en l'occurrence celui du Conference Board du Canada de 2006 pour le Québec. Il permet d'estimer la production, la productivité du travail et l'emploi futurs par secteur d'activité. Pour les années 2006 à 2010, ces estimations ont été harmonisées avec celles des perspectives de moyen terme¹. Le scénario du Conference Board prévoit que la croissance économique diminuera au début de la prochaine décennie en raison du ralentissement démographique attendu. Elle ne sera plus que de 1,8 % en 2015.

La population future de 15 ans et plus et celle de 15 à 64 ans ont été estimées en appliquant aux estimations de ces populations pour 2005 figurant dans l'*Enquête sur la population active* de Statistique Canada les pourcentages de variation annuelle du plus récent scénario de référence de perspectives démographiques de l'Institut de la statistique du Québec².

Pour l'estimation du taux d'activité, les auteurs ont considéré l'évolution passée des taux d'activité par groupe d'âge quinquennal au Québec et en Ontario, en considérant la tendance à la convergence entre les taux des deux provinces. Ont été également considérés les taux d'activité de la population de 15 à 64 ans de différents pays de l'OCDE. Les auteurs ont fait l'hypothèse que la plus grande rareté de la main-d'œuvre entraînée par le ralentissement démographique se traduira par une augmentation graduelle du taux d'activité. Ils ont constaté qu'il existe un seuil que les pays semblent avoir beaucoup de difficulté à franchir, qui correspond à un taux d'activité de 80 % de la population de 15 à 64 ans³.

Quant à l'emploi selon les professions, il dépend, d'une part, de l'évolution de l'emploi dans les secteurs d'activité où sont exercées ces professions et, d'autre part, de l'évolution de la proportion des emplois de chaque secteur occupés par une profession donnée.

Mise en garde

La présente étude n'a pas la prétention de « prédire » ce que sera le marché du travail québécois dans dix ans. Les perspectives présentées ici reposent sur les tendances structurelles de l'économie québécoise ainsi que sur un grand nombre d'hypothèses, toutes vraisemblables, mais qui ne se confirmeront sans doute pas toutes dans les années qui viennent. Dans le passé récent, il y a tout juste cinq ans, au moment où la devise canadienne s'échangeait à peine à plus de 0,60 dollar américain, qui aurait pu prévoir qu'elle vaudrait aujourd'hui près de 0,90 dollar? Cette hausse rapide a déjà eu des conséquences importantes sur le commerce extérieur, sur la croissance économique ainsi que sur l'évolution de l'emploi des différentes industries.

Si la hausse du dollar canadien devait se poursuivre, il faudrait revoir à la baisse l'emploi des prochaines années, notamment dans les domaines qui font face à la concurrence étrangère. De même, si une récession devait survenir aux États-Unis, cela ne serait pas sans conséquence pour les entreprises exportatrices. Par ailleurs, en raison d'une immigration nette plus importante que prévue, la croissance démographique des dernières années a été supérieure à celle anticipée par le plus récent scénario démographique de l'Institut de la statistique du Québec. Si l'évolution

1. Pour l'information sur les perspectives de moyen terme, lire André GRENIER, *Le marché du travail et l'emploi sectoriel au Québec 2006-2010*, Montréal, Emploi-Québec, Centre d'étude sur l'emploi et la technologie, juillet 2006.

2. INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC, *Perspectives démographiques, Québec et régions, 2001-2051*, édition 2003, scénario A.

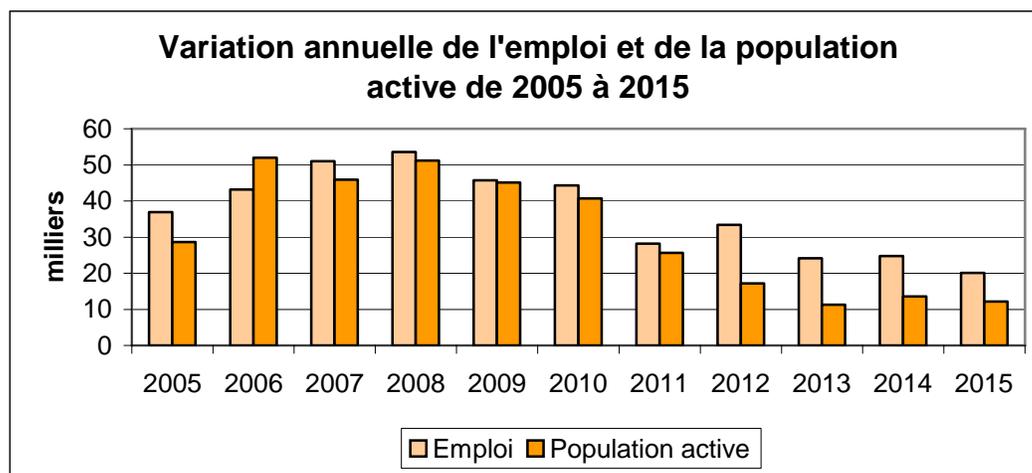
3. En 2005, l'Islande (86,7 %) et la Suisse (80,9 %) étaient les seuls pays de l'OCDE dont le taux d'activité de la population de 15 à 64 ans dépassait 80 %. Source : ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES, *Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2006*, Paris, p. 268.

démographique continue d'être plus rapide que ce qui était attendu, cela atténuera (sans toutefois le faire disparaître) le problème éventuel de rareté de main-d'œuvre entrevu pour après 2010, quand les baby-boomers quitteront en nombre le marché du travail.

PERSPECTIVES DU MARCHÉ DU TRAVAIL DE 2006 À 2015

L'emploi québécois s'est accru de 582 000 personnes au cours des dix dernières années. D'ici 2015, la croissance prévue serait plus modeste, soit de 368 000 personnes, ce qui porterait le nombre de personnes en emploi à 4 086 000. La plus grande rareté de la main-d'œuvre sera la cause première du ralentissement de la création d'emplois. Avec les premiers baby-boomers qui ont célébré en 2006 leur soixantième anniversaire, les départs à la retraite seront de plus en plus nombreux, ce qui fera obstacle à la croissance de l'emploi. Au cours des cinq premières années, soit d'ici 2010, 238 000 emplois devraient être créés, mais, au cours des cinq années suivantes, la création d'emplois reculerait à 131 000. Le taux de croissance de l'emploi serait en moyenne de 0,9 % par année. La croissance moyenne devrait atteindre 1,2 % entre 2005 et 2010, puis reculerait à 0,7 % par année dans la première moitié de la prochaine décennie. Les personnes âgées viendront à la rescousse : en 2015, près de 100 000 emplois de plus qu'en 2005 seraient détenus par des personnes de 65 ans ou plus. L'emploi de ces dernières a doublé entre 2000 et 2005, passant à 54 000, et la tendance devrait prendre de l'ampleur avec l'arrivée des baby-boomers dans ce groupe.

Graphique 1.1

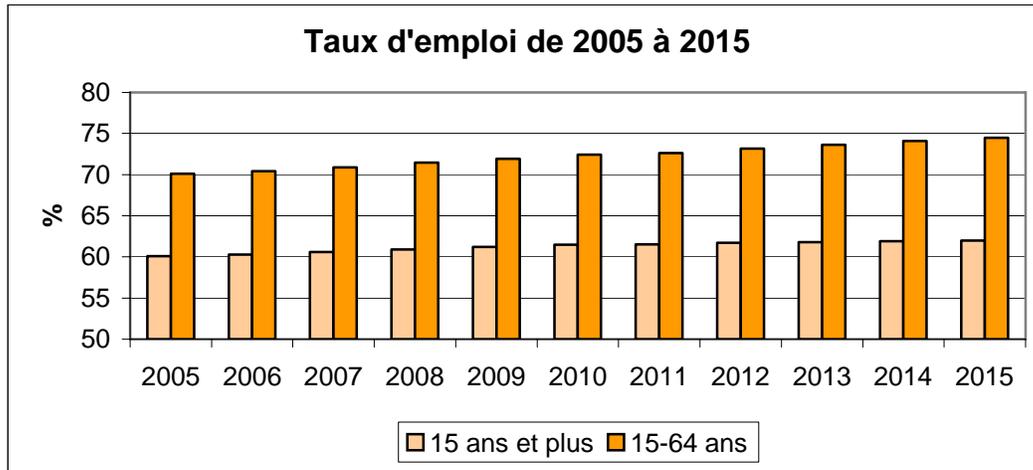


Sources : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*; estimations du CETECH pour 2006 à 2015.

La population active⁴ croîtra, elle aussi, de plus en plus lentement avec le temps. Le scénario prévoit que 315 000 personnes joindront ses rangs d'ici 2015, ce qui en porterait le nombre à 4 367 000. Elles seraient 235 000 à intégrer le marché du travail au cours des cinq prochaines années, mais seulement 80 000 au cours des cinq années suivantes. Le déclin de la population de 15 à 64 ans devrait débuter en 2012, pour un repli de 50 000 personnes jusqu'en 2015. Malgré l'augmentation attendue du taux d'activité de ce groupe, la population active de moins de 65 ans amorcerait son déclin en 2015. Les 12 000 personnes de plus sur le marché du travail cette année-là seraient toutes âgées de 65 ans ou plus.

4. La population active est la population civile de 15 ans et plus (à l'exclusion des pensionnaires d'établissement) qui, durant la semaine de référence de l'enquête, était occupée ou en chômage. Source : Statistique Canada, *Guide de l'Enquête sur la population active*, révisé en février 2006, Ottawa, p. 16.

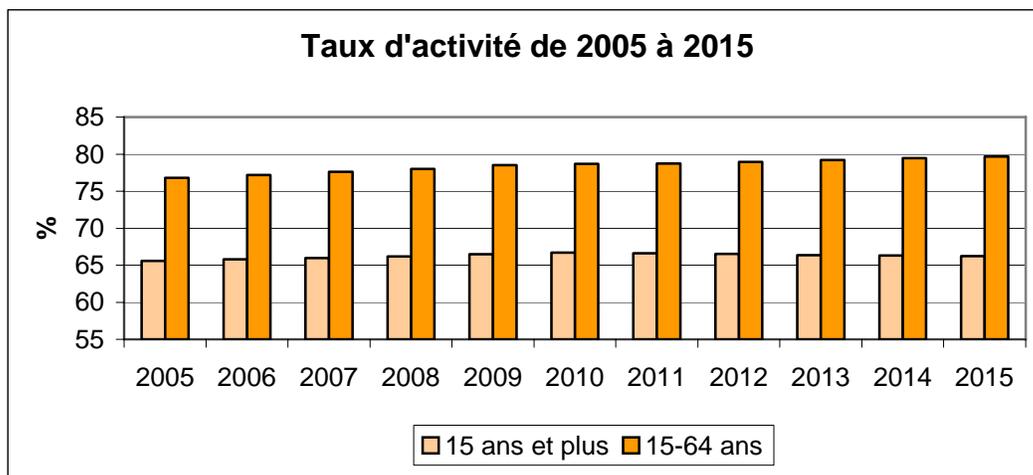
Graphique 1.2



Sources : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*; estimations du CETECH pour 2006 à 2015.

Le taux d'emploi⁵, qui était de 60,1 % en 2005, continuerait de progresser, mais à un rythme de plus en plus modeste. Il gagnerait 1,4 point d'ici 2010, à 61,5 %, mais ne progresserait que de 0,5 point par la suite, ce qui le porterait à 62 %. Le taux d'emploi des personnes de 15 à 64 ans, pour sa part, passerait de 70,1 % en 2005 à 74,5 % en 2015.

Graphique 1.3



Sources : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*; estimations du CETECH pour 2006 à 2015.

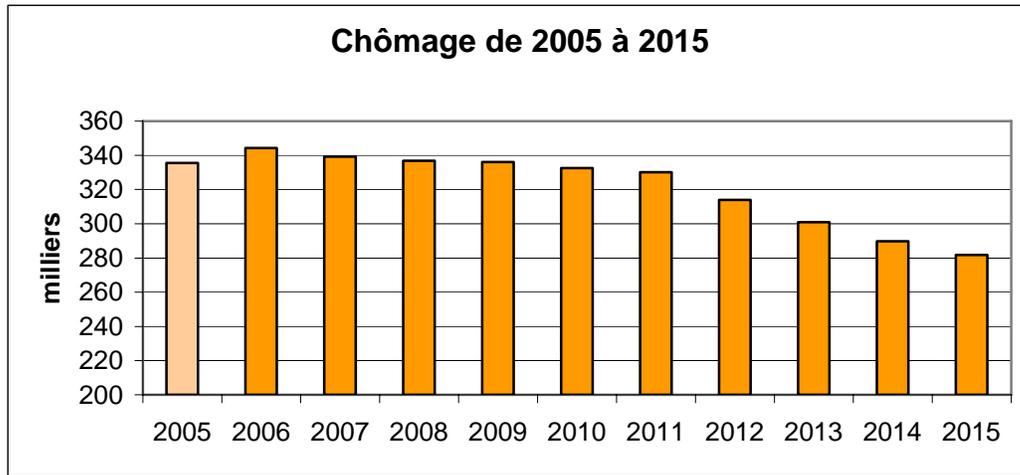
Le taux d'activité⁶ de la population de 15 ans et plus, qui s'est replié légèrement en 2004 et 2005, reprendrait un lent mouvement ascendant jusqu'à la fin de la décennie, ce qui le porterait de 65,6 % en 2005 à 66,7 % en 2010. Il déclinerait par la suite en raison du poids croissant de la population âgée absente du marché du travail. Il ne serait plus que de 66,2 % en 2015, une baisse

5. Le taux d'emploi correspond au nombre de personnes occupées, exprimé en pourcentage de la population de 15 ans et plus. Le taux d'emploi d'un groupe particulier correspond au nombre de personnes occupées dans ce groupe, exprimé en pourcentage de l'effectif de ce groupe. Source : STATISTIQUE CANADA, *op. cit.*, p. 19.

6. Le taux d'activité correspond au pourcentage de la population active totale par rapport à l'ensemble de la population de 15 ans et plus. Le taux d'activité pour un groupe donné correspond au pourcentage de la population active dans ce groupe par rapport à l'effectif total de ce groupe. Source : STATISTIQUE CANADA, *op. cit.*, p. 19.

de 0,5 point. Quant au taux d'activité de la population de 15 à 64 ans, il poursuivrait sa progression, qui le ferait passer de 76,8 % en 2005 à 78,7 % en 2010, puis à 79,7 % en 2015.

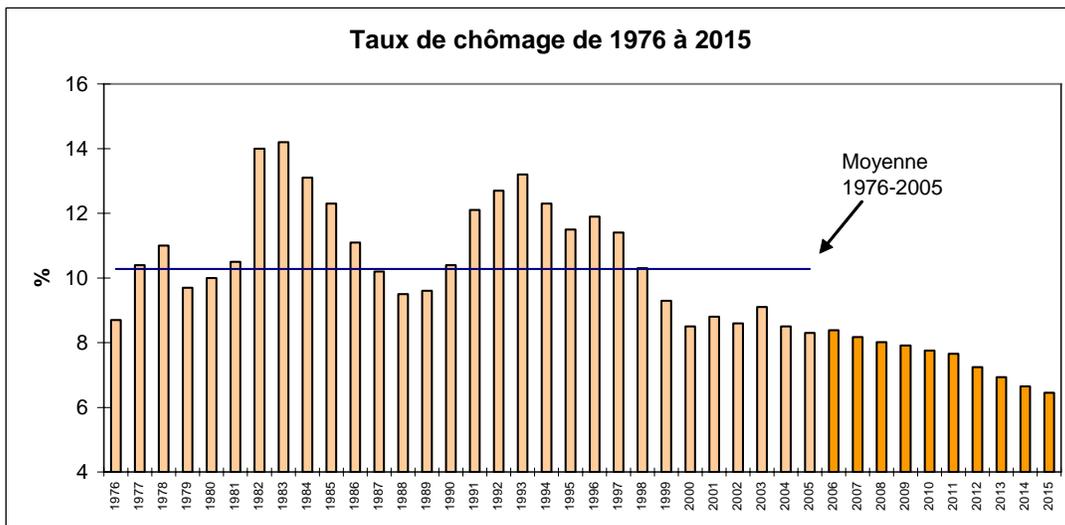
Graphique 1.4



Sources : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*; estimations du CETECH pour 2006 à 2015.

L'écart observé entre la croissance prévue de l'emploi et celle de la population active se traduirait par un recul du chômage⁷, recul qui prendrait de l'ampleur au début de la prochaine décennie. Le nombre de chômeuses et de chômeurs, qui s'élevait à 335 000 l'an dernier, ne reculerait que de 3 000 personnes d'ici 2010, mais il fondrait de 51 000 entre 2010 et 2015, ce qui le porterait à 282 000.

Graphique 1.5



Sources : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*; estimations du CETECH pour 2006 à 2015.

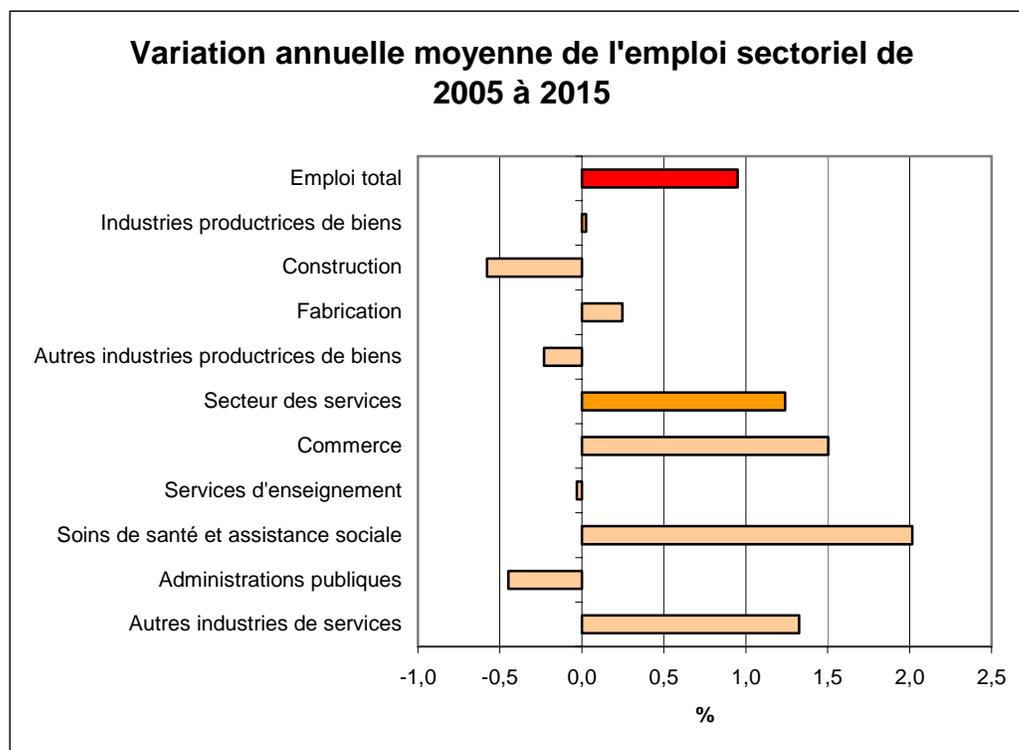
7. Les chômeurs et chômeuses sont les personnes qui, durant la semaine de référence de l'enquête, étaient disponibles pour travailler et avaient été mises à pied temporairement, avaient cherché un emploi au cours des quatre semaines précédentes ou devaient commencer un emploi au cours des quatre semaines suivantes. Le taux de chômage correspond au nombre de chômeurs et de chômeuses, exprimé en pourcentage de la population active. Source : STATISTIQUE CANADA, *op. cit.*, p. 10, 19-20.

Le taux de chômage, qui était de 8,3 % en 2005, diminuerait d'abord lentement, pour arriver à 7,8 % en 2010. La baisse serait plus rapide par la suite, la main-d'œuvre se faisant de plus en plus rare; il serait de 6,5 % en 2015, le taux le plus bas depuis 1969.

PERSPECTIVES DE L'EMPLOI SECTORIEL

La croissance de l'emploi se concentrera du côté des services, où il progresserait en moyenne de 1,2 % d'ici 2015, pendant qu'il ferait du surplace dans la production de biens. De ce côté, le nombre d'emplois augmenterait de 9 000 entre 2005 et 2010 avant de se replier de 7 000 entre 2010 et 2015. Pendant ce temps, aux 229 000 emplois qui se créeraient dans les services au cours des cinq prochaines années s'ajouteraient 137 000 emplois dans les cinq années suivantes.

Graphique 2.1



Sources : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*; estimations du CETECH pour 2006 à 2015.

LES INDUSTRIES PRODUCTRICES DE BIENS

Le nombre d'emplois serait en hausse de 15 000 dans la fabrication, mais reculerait de 10 000 dans la construction et de 3 000 dans les autres industries productrices de biens⁸. Dans la fabrication, la croissance se concentrerait essentiellement dans la fabrication de biens durables, notamment la fabrication de produits métalliques et celle de matériel de transport, tandis que l'emploi dans la fabrication de meubles devrait se replier modérément. Pendant ce temps, les gains attendus dans la fabrication d'aliments et dans celle de produits en caoutchouc et en plastique seraient annulés par les pertes du côté des industries du vêtement, du textile et du papier. La forte appréciation de la devise canadienne au cours des dernières années a altéré grandement la capacité concurrentielle des entreprises canadiennes et québécoises. Dans la mesure où la valeur du dollar demeurera relativement élevée⁹, la seule façon d'améliorer la compétitivité des entreprises québécoises sera une augmentation de la productivité : les

8. Les autres industries productrices de biens comprennent l'agriculture, la pêche, l'exploitation forestière, l'extraction minière ainsi que les services publics.

9. Selon le scénario macroéconomique de long terme du Conference Board, la valeur de la devise canadienne reculerait en 2007 pour se stabiliser par la suite à 0,82 \$ US. Elle était inférieure à 0,64 \$ US en 2002.

entreprises produiraient davantage, mais n'auraient pas pour autant besoin de plus de main-d'œuvre. Elles seraient d'autant plus enclines à accroître leur productivité que la rareté de la main-d'œuvre exercera une pression à la hausse sur les salaires.

Malgré le repli attendu, le nombre d'emplois demeurerait à un niveau historiquement élevé dans la construction. Néanmoins, le ralentissement démographique aurait des conséquences sur l'activité dans la construction d'habitations et réduirait la pression du côté de la construction commerciale et des travaux de génie, où les efforts porteraient davantage sur l'entretien des infrastructures existantes que sur la construction de nouvelles, sauf en matière de développement de la capacité de production électrique.

Quant aux autres industries productrices de biens, l'on peut s'attendre à une progression modérée de l'emploi dans les services publics en raison, notamment, des développements annoncés dans la production hydroélectrique et éolienne. De même, le maintien à des niveaux élevés de la valeur des métaux contribuerait à soutenir la production et l'emploi dans les mines. Cependant, les limites de la ressource forestière et les problèmes de relève agricole devraient se traduire par un repli de la main-d'œuvre dans ces industries.

LE SECTEUR DES SERVICES

Dans le secteur des services, le nombre d'emplois serait en hausse de 98 000 dans les soins de santé et l'assistance sociale, de 100 000 dans le commerce et de 178 000 dans les autres industries de services¹⁰ alors qu'il reculerait de 10 000 dans les administrations publiques et ferait du surplace dans les services d'enseignement.

Le commerce devrait évoluer à peu près au même rythme que l'activité économique dans son ensemble, soutenu par la croissance de la consommation prévue des ménages, mais, les gains de productivité y étant moins importants, cela se traduirait par une plus forte croissance de l'emploi, de 1,5 % en moyenne. Les gains seraient toutefois plus importants dans la première moitié de la période, avec 57 000 emplois de plus d'ici 2010, et 43 000 de plus au cours des cinq années suivantes.

Les services d'enseignement feront face à une baisse importante de la clientèle potentielle. Le plus récent scénario démographique de l'Institut de la statistique du Québec prévoit, entre 2005 et 2015, un repli de 13 % de la population de 5 à 20 ans. Le déclin devrait toutefois être compensé en partie par l'allongement prévu des heures hebdomadaires d'enseignement au primaire ainsi que par l'augmentation du budget alloué à l'aide aux élèves en difficulté. Quant à la formation universitaire, elle se prolonge de plus en plus fréquemment jusqu'au deuxième ou au troisième cycle. Enfin, en raison des exigences du marché du travail, la formation continue devrait connaître une progression constante. Cela dit, si quelques gains d'emplois sont attendus d'ici 2008, le nombre de postes devrait aller en diminuant par la suite.

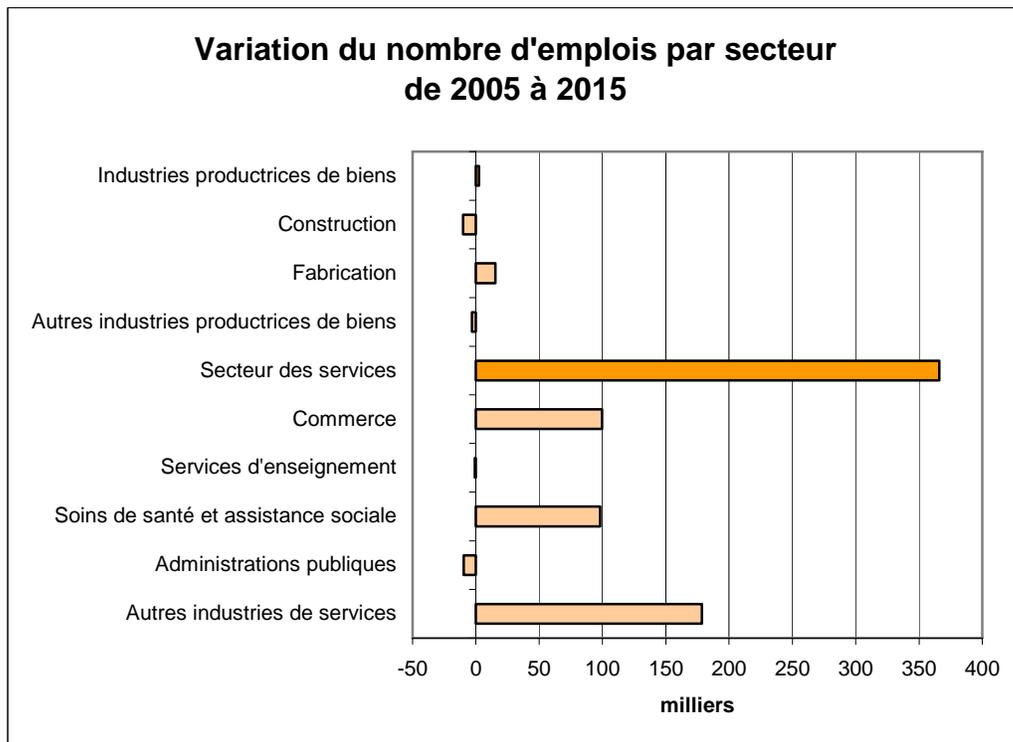
La santé fera face à un défi démographique tout autre. D'ici 2015, pendant que la population totale n'augmentera que de 4 %, le nombre de personnes de 65 ans et plus augmentera de plus du tiers, et les personnes très âgées, celles de 85 ans et plus, verront leurs rangs s'accroître de 50 %. Or, ces personnes sont de bien plus grandes consommatrices de soins de santé que les autres groupes de la population. L'emploi dans les soins de santé et l'assistance sociale devrait augmenter de 2 % par année, ce qui demeure inférieur à la croissance de près de 2,5 % par année observée au cours des dix dernières années.

10. Les autres industries de services comprennent les transports et l'entreposage, les finances, les assurances, l'immobilier et les services de location, les services professionnels, scientifiques et techniques, les services aux entreprises, les services relatifs aux bâtiments et les autres services de soutien, l'information, la culture et les loisirs, l'hébergement et les services de restauration ainsi que les autres services.

Du côté des administrations publiques, la taille de l'administration publique québécoise pourrait être réduite de 20 % en dix ans dans la perspective où le remplacement des employées et employés de l'État se ferait au rythme d'un départ sur deux. Pour sa part, l'administration fédérale bénéficie d'imposants surplus budgétaires, mais cela ne se traduira pas nécessairement par une augmentation de la taille de l'État fédéral. Quant aux municipalités, le transfert d'une partie de la taxe fédérale sur l'essence leur procurerait une plus grande marge de manœuvre.

Près des deux tiers des gains d'emplois prévus dans les autres industries de services se produiraient au cours des cinq prochaines années. Ils seraient plus importants dans les services professionnels, scientifiques et techniques, les services aux entreprises, les services relatifs aux bâtiments et les autres services de soutien ainsi que dans les industries de l'information, de la culture et des loisirs.

Graphique 2.2



Sources : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*; estimations du CETECH pour 2006 à 2015.

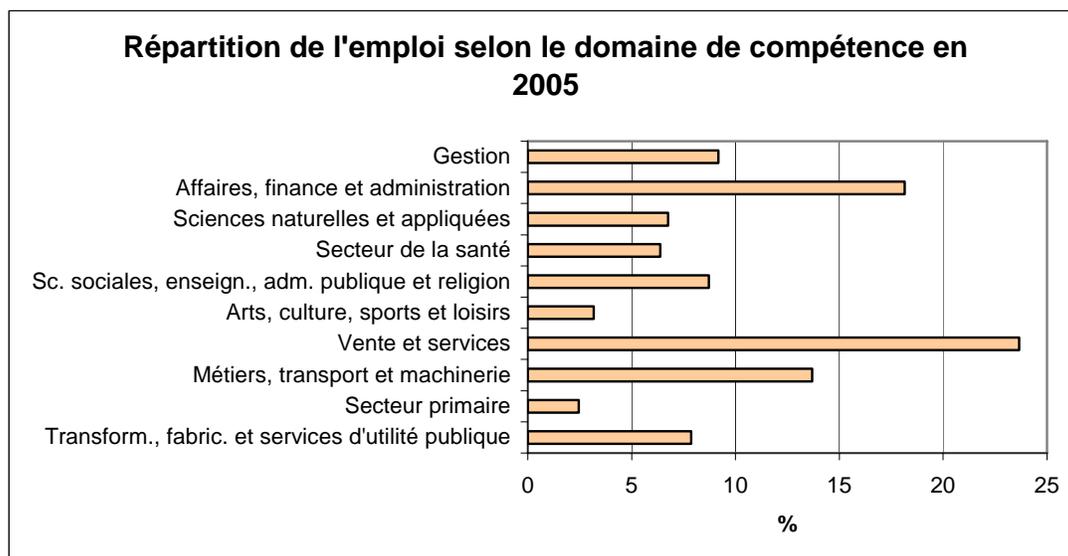
PERSPECTIVES DE L'EMPLOI SELON LES DOMAINES ET LES NIVEAUX DE COMPÉTENCE

La Classification nationale des professions répartit celles-ci en dix domaines de compétence. Ces domaines sont : gestion; affaires, finance et administration; sciences naturelles et appliquées et domaines apparentés; secteur de la santé; sciences sociales, enseignement, administration publique et religion; arts, culture, sports et loisirs; vente et services; métiers, transport et machinerie; secteur primaire; transformation, fabrication et services d'utilité publique. Elle les répartit également selon cinq niveaux de compétence : gestion (la gestion est considérée à la fois comme un domaine et un niveau de compétence); professionnel; technique; intermédiaire; élémentaire¹¹.

LES DOMAINES DE COMPÉTENCE

Le domaine de la vente et des services employait à lui seul près du quart de la main-d'œuvre en 2005. Ce vaste domaine comprend notamment les professions de la vente en gros et au détail, de la restauration et des services personnels, mais aussi les policiers et les pompiers. Ce domaine était suivi par celui des affaires, de la finance et de l'administration, avec un peu moins de 20 % des emplois, et par celui des métiers, du transport et de la machinerie, avec moins de 15 % de l'emploi. Les métiers du secteur primaire et ceux des arts, de la culture, des sports et des loisirs fermaient la marche, en fournissant ensemble à peine plus de 5 % de l'emploi total.

Graphique 3.1



Source : estimations du CETECH.

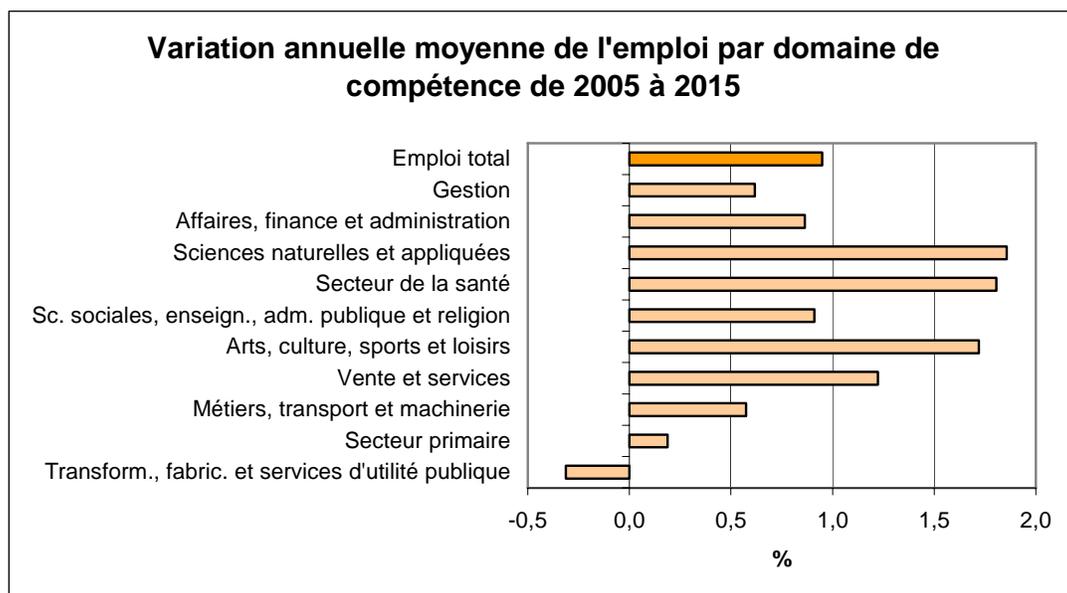
Quatre domaines de compétence devraient voir leur effectif croître à un rythme plus élevé que l'emploi total (0,9 % par année) d'ici 2015. En tête se trouve le domaine des sciences naturelles et appliquées (1,9 %), porté par la vigueur de l'emploi dans les technologies de l'information. Suit le secteur de la santé (1,8 %), dont la croissance de l'emploi s'appuiera sur la volonté affirmée des autorités gouvernementales d'en faire une priorité et sur l'évolution démographique : selon le dernier scénario démographique de référence de l'Institut de la statistique, la population de 75 ans

11. DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES CANADA, *Classification nationale des professions 2001 — Descriptions des professions*, Ottawa, 2001.

et plus, qui était de 475 000 personnes en 2005, augmentera de 25 % d'ici 2015 et s'approchera des 600 000. Les gains d'emplois se feront surtout du côté des emplois de soutien, moins coûteux. La croissance dans les domaines des arts, de la culture, des sports et des loisirs (1,7 %) ainsi que de la vente et des services (1,2 %) s'appuiera pour sa part sur la croissance soutenue des dépenses de consommation des ménages.

Pendant que la croissance du domaine des affaires, de la finance et de l'administration et de celui des sciences sociales, de l'enseignement, de l'administration publique et de la religion se comparera à la moyenne du marché du travail, trois autres domaines évolueront sous la moyenne, et un dernier devrait connaître une décroissance. La croissance moyenne des emplois de gestion (0,6 %) devrait être freinée par la tendance à l'aplatissement des structures administratives. Dans le domaine des métiers, du transport et de la machinerie, la croissance à prévoir dans les métiers du transport sera en partie contrée par un léger repli attendu dans la construction. Quant aux métiers du secteur primaire (0,2 %) et à ceux de la transformation, de la fabrication et des services d'utilité publique (-0,3 %), ils subiront les conséquences de la faiblesse attendue de l'emploi dans la production de biens.

Graphique 3.2



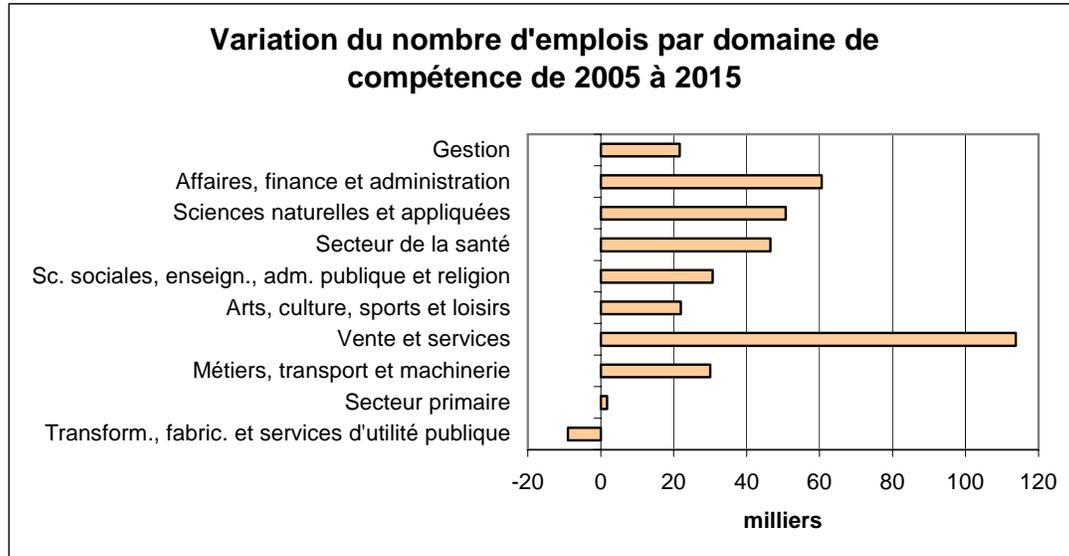
Source : estimations du CETECH.

Bien qu'il ne se classe qu'au quatrième rang quant au taux de croissance de l'emploi, le domaine de la vente et des services, avec ses 114 000 nouveaux emplois, fournira près du tiers des 368 000 emplois supplémentaires prévus d'ici 2015, ce qui représente près du double des emplois que devraient compter les professions des affaires, de la finance et de l'administration (61 000), qui arrivent au deuxième rang. Ces deux domaines fourniront à eux seuls près de la moitié des nouveaux emplois. Suivent les professions des sciences naturelles et appliquées (51 000) et celles du secteur de la santé (46 000).

Même si on prévoit un rythme de croissance élevé de l'emploi, le domaine des arts, de la culture, des sports et des loisirs ne fournira que 22 000 nouveaux emplois, et sera devancé par les domaines des sciences sociales, de l'enseignement, de l'administration publique et de la religion (31 000) et des métiers, du transport et de la machinerie (30 000). Il fera par ailleurs jeu égal avec les professions de la gestion, qui devraient, elles aussi, employer 22 000 personnes de plus. Enfin, deux domaines fermeront la marche, loin derrière les autres : les métiers du secteur primaire

n'accueilleraient que 2 000 personnes de plus tandis que ceux de la transformation, de la fabrication et des services d'utilité publique connaîtraient une baisse d'effectif de 9 000 personnes.

Graphique 3.3

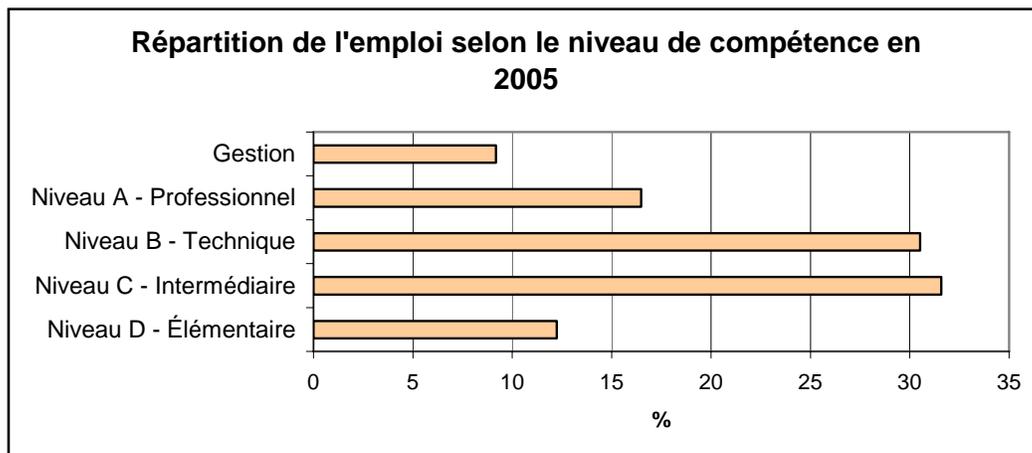


Source : estimations du CETECH.

LES NIVEAUX DE COMPÉTENCE

C'est dans les métiers des niveaux intermédiaire et technique que se concentrait la majorité des emplois en 2005. Les emplois de niveau intermédiaire, pour lesquels un diplôme d'études secondaires et une courte formation en entreprise sont généralement suffisants, étaient exercés par 32 % de la main-d'œuvre, suivis de près par les métiers de niveau technique (31 %), dont la plupart demandent une formation technique collégiale ou une formation professionnelle du secondaire.

Graphique 3.4

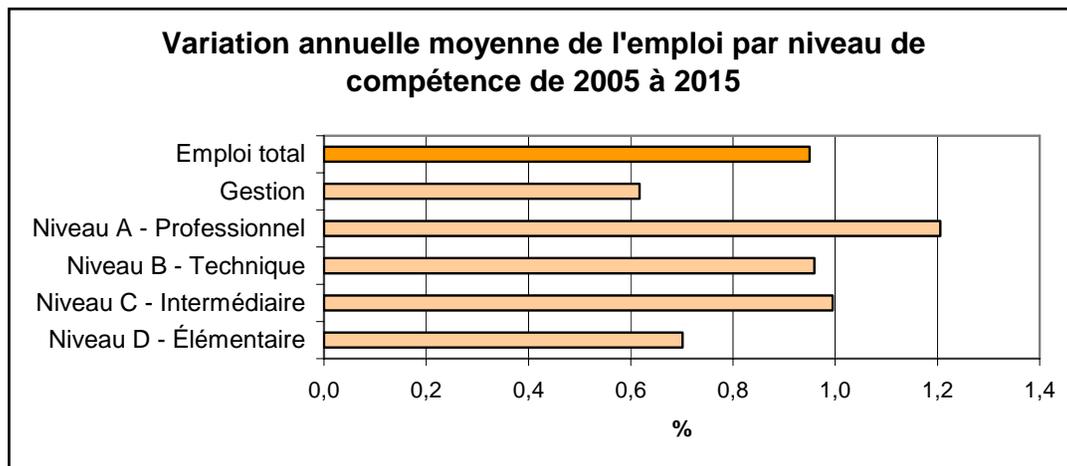


Source : estimations du CETECH.

Les emplois de niveau professionnel, pour lesquels une formation universitaire est normalement exigée, étaient occupés par 16 % de la main-d'œuvre, tandis que ceux de niveau élémentaire, pour lesquels les exigences sont minimales, en occupaient 12 %. Enfin, 9 % de la main-d'œuvre occupait des emplois de gestion.

Les emplois de niveau professionnel connaîtront le taux de croissance le plus élevé, soit 1,2 % par année. Tout juste au-dessus de la moyenne, on trouve les emplois de niveau intermédiaire et ceux de niveau technique, dont la croissance attendue est de 1 % par année. Les emplois de niveau élémentaire, avec une croissance prévue de 0,7 % par année, et les emplois de gestion, dont la croissance annuelle prévue est de 0,6 %, fermeront la marche.

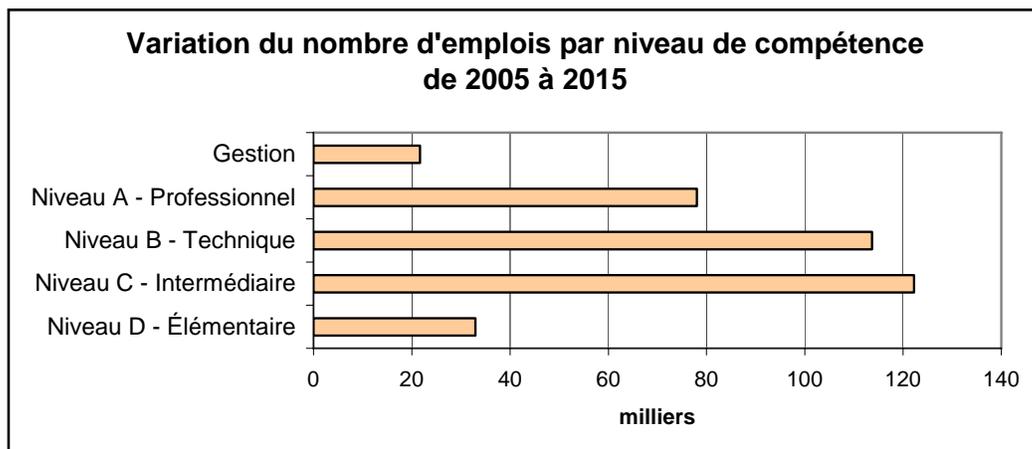
Graphique 3.5



Source : estimations du CETECH.

Comme dans le cas des domaines de compétence, ce n'est pas parce que le niveau de compétence professionnel est appelé à connaître le plus fort rythme de croissance qu'il fournira la plus grande part des nouveaux emplois. Les 78 000 nouveaux emplois attendus pour ce niveau ne le classent qu'au troisième rang à ce chapitre, derrière les niveaux intermédiaire (122 000) et technique (114 000). Des gains d'emplois de niveau intermédiaire importants sont attendus dans les domaines de la vente et des services (notamment dans le commerce de détail et la restauration), des affaires, des finances et de l'administration ainsi que du secteur de la santé.

Graphique 3.6



Source : estimations du CETECH.

Les métiers de niveau élémentaire, exercés par plus de 450 000 personnes en 2005, devraient fournir 33 000 emplois de plus d'ici 2015. Ces nouveaux emplois se trouveront surtout dans le commerce de détail (caissières et caissiers, préposées et préposés à l'emballage) et dans la restauration (serveuses et serveurs au comptoir, aides de cuisine, plongeurs et plongées). Enfin, 22 000 postes seront réservés à la gestion, comme cela a été mentionné précédemment.

Les emplois de niveau technique méritent une attention particulière. Les métiers pour lesquels une formation technique collégiale est normalement exigée (niveau technique I) étaient exercés, en 2005, par 40 % des personnes occupant un emploi de niveau technique, contre 60 % qui exerçaient un métier demandant normalement une formation professionnelle du secondaire (niveau technique II). Or, près de 70 % de la croissance de l'emploi de niveau technique devrait concerner les métiers du niveau technique I, soit 77 000 nouveaux emplois, contre 35 000 pour les métiers de niveau technique II.

En distinguant ces deux groupes, on constate que les emplois de niveau technique I, avec un taux de croissance moyen de 1,6 % par année, sont ceux qui connaîtront le plus fort rythme de progression, devant les emplois de niveau professionnel. Par contre, les métiers de niveau technique II ne connaîtront qu'une progression de 0,5 % par année, ce qui les place derrière les emplois de niveau élémentaire et les emplois de gestion.

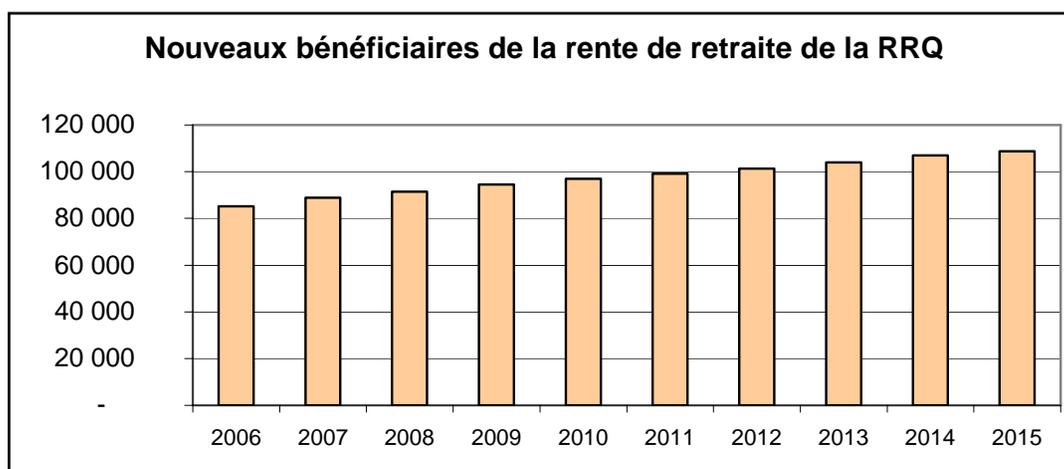
Le niveau technique II, malgré une bonne tenue attendue dans les métiers de la vente et des services, sera touché par le déclin du métier de secrétaire et par le manque de tonus prévu de l'emploi du côté des industries productrices de biens. Pendant ce temps, les métiers de niveau technique I devraient profiter d'une bonne croissance principalement dans les technologies de l'information et des communications et dans la santé.

DEMANDE DE REMPLACEMENT

La création prévue de 368 000 emplois entre 2005 et 2015 n'est pas, beaucoup s'en faut, la seule source des besoins de main-d'œuvre que le Québec connaîtra au cours de cette décennie. Le nombre de nouveaux retraités et retraitées, estimé par le nombre de nouvelles et de nouveaux prestataires de la rente de retraite du Régime de rentes du Québec, lequel était de moins de 65 000 en 2000, a franchi le seuil des 80 000 en 2005. Le vieillissement de la main-d'œuvre et l'arrivée imminente des premiers baby-boomers à l'âge de la retraite va accélérer le rythme des retraits du marché du travail. Selon la Régie des rentes du Québec (RRQ), leur nombre devrait approcher 110 000 en 2015. Pour l'ensemble de la période, c'est un peu plus de 975 000 personnes qui quitteraient le marché du travail. C'est dire qu'il faudra remplacer le quart de la main-d'œuvre présente en dix ans.

Pour remplacer les départs et faire face à la croissance prévue de l'emploi, c'est plus de 1,3 million de personnes qui devront faire leur entrée sur le marché du travail, dont près des trois quarts pour remplacer celles et ceux qui vont partir.

Graphique 4.1



Source : RRQ, *Analyse actuarielle du Régime de rentes du Québec au 31 décembre 2003*.

Par ailleurs, des besoins de remplacement se manifestent également lorsque des personnes quittent un métier pour en exercer un autre. Les besoins liés à la mobilité professionnelle ne créent pas de besoins nets supplémentaires de main-d'œuvre, puisqu'ils sont comblés par des personnes déjà présentes sur le marché du travail. Ils ont toutefois des conséquences sur la demande de main-d'œuvre pour plusieurs métiers, notamment les métiers moins qualifiés, qui sont souvent des métiers d'entrée sur le marché du travail, comme les emplois de caissière ou caissier ou de commis-vendeuse ou commis-vendeur dans la vente au détail, ou encore les emplois de serveuse ou serveur ou de manœuvre. Ces métiers connaissent souvent une demande de main-d'œuvre soutenue en raison d'un fort roulement de personnel.

TABLEAUX

Tableau 1**Le marché du travail au Québec de 2003 à 2015**

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Population	6 049,4	6 112,8	6 182,2	6 239,0	6 292,9	6 343,0	6 389,2	6 432,7	6 473,5	6 509,6	6 540,4	6 567,0	6 592,4
Var. ('000)	54,4	63,4	69,4	56,8	53,9	50,1	46,2	43,5	40,8	36,1	30,8	26,6	25,4
Var. (%)	0,9	1,0	1,1	0,9	0,9	0,8	0,7	0,7	0,6	0,6	0,5	0,4	0,4
Population active	3 992,8	4 024,1	4 052,7	4 104,7	4 150,6	4 201,8	4 246,9	4 287,6	4 313,3	4 330,5	4 341,8	4 355,3	4 367,4
Var. ('000)	85,1	31,3	28,6	52,0	45,9	51,2	45,1	40,7	25,7	17,2	11,3	13,5	12,2
Var. (%)	2,2	0,8	0,7	1,3	1,1	1,2	1,1	1,0	0,6	0,4	0,3	0,3	0,3
Emploi	3 628,8	3 680,5	3 717,3	3 760,4	3 811,4	3 865,0	3 910,7	3 955,0	3 983,2	4 016,6	4 040,8	4 065,6	4 085,7
Var. ('000)	58,9	51,7	36,8	43,1	51,0	53,6	45,7	44,3	28,2	33,4	24,2	24,8	20,1
Var. (%)	1,6	1,4	1,0	1,2	1,4	1,4	1,2	1,1	0,7	0,8	0,6	0,6	0,5
Chômage	364,0	343,7	335,4	344,3	339,2	336,8	336,2	332,6	330,1	313,9	301,0	289,7	281,8
Var. ('000)	26,1	-20,3	-8,3	8,9	-5,1	-2,4	-0,6	-3,6	-2,5	-16,2	-12,9	-11,3	-7,9
Var. (%)	7,7	-5,6	-2,4	2,7	-1,5	-0,7	-0,2	-1,1	-0,8	-4,9	-4,1	-3,7	-2,7
Taux d'activité	66,0	65,8	65,6	65,8	66,0	66,2	66,5	66,7	66,6	66,5	66,4	66,3	66,2
Var. (points de %)	0,8	-0,2	-0,2	0,2	0,2	0,3	0,2	0,2	0,0	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1
Taux de chômage	9,1	8,5	8,3	8,4	8,2	8,0	7,9	7,8	7,7	7,2	6,9	6,7	6,5
Var. (points de %)	0,5	-0,6	-0,2	0,1	-0,2	-0,2	-0,1	-0,2	-0,1	-0,4	-0,3	-0,3	-0,2
Taux d'emploi	60,0	60,2	60,1	60,3	60,6	60,9	61,2	61,5	61,5	61,7	61,8	61,9	62,0
Var. (points de %)	0,5	0,2	-0,1	0,2	0,3	0,4	0,3	0,3	0,0	0,2	0,1	0,1	0,1

Var. : variation.

Sources : données historiques, Statistique Canada, *Enquête sur la population active* ; estimations du CETECH pour 2006 à 2015.

Date : 17 juillet 2006

Tableau 2**Le marché du travail des personnes de 15 à 64 ans au Québec de 2003 à 2015**

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Population	5 132,6	5 174,9	5 221,3	5 252,8	5 279,8	5 299,6	5 313,8	5 323,0	5 328,0	5 322,1	5 310,8	5 294,7	5 277,5
Var. ('000)	34,6	42,3	46,4	31,5	26,9	19,8	14,3	9,2	5,1	-6,0	-11,2	-16,2	-17,2
Var. (%)	0,7	0,8	0,9	0,6	0,5	0,4	0,3	0,2	0,1	-0,1	-0,2	-0,3	-0,3
Population active	3 944,7	3 972,4	3 995,7	4 036,6	4 074,5	4 110,0	4 144,7	4 179,7	4 194,1	4 202,0	4 205,9	4 206,4	4 206,0
Var. ('000)	76,9	27,7	23,3	40,9	37,8	35,5	34,7	35,0	14,5	7,8	3,9	0,5	-0,4
Var. (%)	2,0	0,7	0,6	1,0	0,9	0,9	0,8	0,8	0,3	0,2	0,1	0,0	0,0
Emploi	3 583,2	3 631,0	3 662,6	3 699,0	3 742,0	3 786,4	3 821,7	3 854,1	3 869,0	3 893,2	3 910,1	3 922,4	3 930,4
Var. ('000)	51,4	47,8	31,6	36,4	43,1	44,4	35,3	32,4	14,9	24,2	16,9	12,3	8,0
Var. (%)	1,5	1,3	0,9	1,0	1,2	1,2	0,9	0,8	0,4	0,6	0,4	0,3	0,2
Chômage	361,5	341,4	333,1	337,7	332,5	323,6	323,0	325,6	325,1	308,7	295,7	284,0	275,5
Var. ('000)	25,4	-20,1	-8,3	4,6	-5,2	-8,8	-0,6	2,5	-0,4	-16,4	-13,0	-11,7	-8,4
Var. (%)	7,6	-5,6	-2,4	1,4	-1,5	-2,7	-0,2	0,8	-0,1	-5,0	-4,2	-4,0	-3,0
Taux d'activité	76,9	76,8	76,5	76,8	77,2	77,6	78,0	78,5	78,7	79,0	79,2	79,4	79,7
Var. (points de %)	1,0	-0,1	-0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,5	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3
Taux de chômage	9,2	8,6	8,3	8,4	8,2	7,9	7,8	7,8	7,8	7,3	7,0	6,8	6,6
Var. (points de %)	0,5	-0,6	-0,3	0,1	-0,2	-0,3	-0,1	0,0	0,0	-0,4	-0,3	-0,3	-0,2
Taux d'emploi	69,8	70,2	70,1	70,4	70,9	71,4	71,9	72,4	72,6	73,2	73,6	74,1	74,5
Var. (points de %)	0,5	0,4	-0,1	0,3	0,5	0,6	0,5	0,5	0,2	0,5	0,5	0,5	0,4

Var. : variation.

Sources : données historiques, Statistique Canada, *Enquête sur la population active* ; estimations du CETECH pour 2006 à 2015.

Date : 17 juillet 2006

Tableau 3**Emploi par secteur d'activité de 2003 à 2015**

en milliers ('000)	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Industries productrices de biens	917,3	913,3	925,9	915,2	916,7	922,8	930,1	934,8	934,7	935,5	933,3	930,9	928,2
Var. ('000)	- 17,1	- 4,0	12,6	- 10,7	1,4	6,2	7,3	4,7	- 0,1	0,8	- 2,1	- 2,4	- 2,7
Var. (%)	- 1,8	- 0,4	1,4	- 1,2	0,2	0,7	0,8	0,5	0,0	0,1	- 0,2	- 0,3	- 0,3
Construction	162,9	164,5	179,2	179,1	178,3	176,7	177,1	178,0	176,2	175,5	173,3	171,2	169,1
Var. ('000)	9,5	1,6	14,7	- 0,1	- 0,8	- 1,6	0,4	0,9	- 1,8	- 0,7	- 2,2	- 2,2	- 2,1
Var. (%)	6,2	1,0	8,9	- 0,1	- 0,4	- 0,9	0,2	0,5	- 1,0	- 0,4	- 1,2	- 1,3	- 1,2
Fabrication	628,0	630,2	615,7	606,5	609,2	616,9	623,6	626,7	628,9	630,9	631,2	631,3	631,1
Var. ('000)	- 21,1	2,2	- 14,5	- 9,2	2,7	7,6	6,7	3,1	2,2	2,0	0,3	0,1	- 0,2
Var. (%)	- 3,3	0,4	- 2,3	- 1,5	0,4	1,3	1,1	0,5	0,3	0,3	0,1	0,0	0,0
Autres industries productrices de biens	126,4	118,6	131,0	129,6	129,1	129,3	129,5	130,1	129,6	129,1	128,8	128,4	128,0
Var. ('000)	- 5,5	- 7,8	12,4	- 1,4	- 0,5	0,2	0,2	0,6	- 0,5	- 0,5	- 0,3	- 0,4	- 0,4
Var. (%)	- 4,2	- 6,2	10,5	- 1,0	- 0,4	0,1	0,2	0,5	- 0,4	- 0,4	- 0,2	- 0,3	- 0,3
Secteur des services	2 711,6	2 767,0	2 791,3	2 845,2	2 894,8	2 942,2	2 980,6	3 020,2	3 048,5	3 081,2	3 107,5	3 134,7	3 157,5
Var. ('000)	76,1	55,4	24,3	53,9	49,6	47,4	38,4	39,6	28,3	32,6	26,3	27,2	22,8
Var. (%)	2,9	2,0	0,9	1,9	1,7	1,6	1,3	1,3	0,9	1,1	0,9	0,9	0,7
Commerce	596,3	611,3	619,6	634,6	647,0	657,9	668,1	676,7	684,2	695,1	703,0	712,4	719,3
Var. ('000)	27,6	15,0	8,3	14,9	12,5	10,9	10,2	8,7	7,5	10,9	8,0	9,3	6,9
Var. (%)	4,9	2,5	1,4	2,4	2,0	1,7	1,5	1,3	1,1	1,6	1,1	1,3	1,0
Services d'enseignement	244,0	236,4	243,8	245,7	246,1	246,7	246,0	245,7	245,3	244,9	244,4	243,8	243,0
Var. ('000)	8,5	- 7,6	7,4	1,9	0,4	0,5	- 0,7	- 0,3	- 0,4	- 0,4	- 0,5	- 0,6	- 0,8
Var. (%)	3,6	- 3,1	3,1	0,8	0,2	0,2	- 0,3	- 0,1	- 0,2	- 0,1	- 0,2	- 0,3	- 0,3
Soins de santé et assistance sociale	426,6	441,3	444,7	457,9	471,2	483,8	493,1	503,8	512,1	520,1	526,8	534,9	543,0
Var. ('000)	17,2	14,7	3,4	13,2	13,3	12,6	9,3	10,7	8,3	8,0	6,6	8,2	8,0
Var. (%)	4,2	3,4	0,8	3,0	2,9	2,7	1,9	2,2	1,7	1,6	1,3	1,5	1,5
Administrations publiques	212,2	215,6	215,6	216,1	215,8	215,6	214,0	213,2	211,8	210,5	209,1	207,6	206,1
Var. ('000)	- 1,2	3,4	0,0	0,5	- 0,3	- 0,2	- 1,5	- 0,8	- 1,4	- 1,3	- 1,4	- 1,5	- 1,5
Var. (%)	- 0,6	1,6	0,0	0,2	- 0,1	- 0,1	- 0,7	- 0,4	- 0,7	- 0,6	- 0,7	- 0,7	- 0,7

Tableau 3**Emploi par secteur d'activité de 2003 à 2015**

en milliers ('000)	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Autres industries de services	1 232,5	1 262,4	1 267,6	1 290,9	1 314,7	1 338,2	1 359,5	1 380,8	1 395,1	1 410,6	1 424,2	1 436,0	1 446,0
Var. ('000)	24,0	29,9	5,2	23,3	23,7	23,6	21,2	21,3	14,3	15,4	13,6	11,8	10,0
Var. (%)	2,0	2,4	0,4	1,8	1,8	1,8	1,6	1,6	1,0	1,1	1,0	0,8	0,7
Emploi total	3 628,8	3 680,5	3 717,3	3 760,5	3 811,5	3 865,1	3 910,8	3 955,1	3 983,2	4 016,6	4 040,8	4 065,6	4 085,7
Var. ('000)	58,9	51,7	36,8	43,2	51,0	53,6	45,7	44,3	28,1	33,4	24,2	24,8	20,1
Var. (%)	1,6	1,4	1,0	1,2	1,4	1,4	1,2	1,1	0,7	0,8	0,6	0,6	0,5

Sources : données historiques, Statistique Canada, *Enquête sur la population active*; estimations du CETECH pour 2006 à 2015.

Date : 17 juillet 2006

Tableau 4.1

Domaine de compétence	Emploi en 2005 ('000)	Part de l'emploi total en 2005	Emploi en 2015 ('000)	Variation de l'emploi ('000)	Taux de variation annuel moyen
Gestion	341	9 %	363	22	0,6 %
Affaires, finance et administration	675	18 %	735	61	0,9 %
Sciences naturelles et appliquées et domaines apparentés	251	7 %	302	51	1,9 %
Secteur de la santé	237	6 %	284	46	1,8 %
Sciences sociales, enseignement, administration publique et religion	324	9 %	354	31	0,9 %
Arts, culture, sports et loisirs	118	3 %	140	22	1,7 %
Vente et services	879	24 %	993	114	1,2 %
Métiers, transport et machinerie	509	14 %	539	30	0,6 %
Secteur primaire	91	2 %	93	2	0,2 %
Transformation, fabrication et services d'utilité publique	292	8 %	283	- 9	- 0,3 %
Emploi total	3 717	100 %	4 086	368	0,9 %

Tableau 4.2

Niveau de compétence	Emploi en 2005 ('000)	Part de l'emploi total en 2005	Emploi en 2015 ('000)	Variation de l'emploi ('000)	Taux de variation annuel moyen
Gestion	341	9 %	363	22	0,6 %
Niveau A - Professionnel	613	16 %	691	78	1,2 %
Niveau B - Technique	1 134	31 %	1 248	114	1,0 %
Niveau B - Technique I*	449	12 %	527	79	1,6 %
Niveau B - Technique II**	686	18 %	721	35	0,5 %
Niveau C - Intermédiaire	1 174	32 %	1 297	122	1,0 %
Niveau D - Élémentaire	455	12 %	488	33	0,7 %
Emploi total	3 717	100 %	4 086	368	0,9 %

* Technique I correspond aux métiers pour lesquels une formation technique collégiale est normalement exigée.

** Technique II correspond aux métiers demandant normalement une formation professionnelle du secondaire.

Source : estimations du CETECH.

Tableau 5

	Nouvelles rentes de retraite de la Régie des rentes du Québec
2006	85 105
2007	88 871
2008	91 393
2009	94 554
2010	96 958
2011	99 174
2012	101 292
2013	103 965
2014	106 967
2015	108 755
Total	977 034

Source : RRQ, *Analyse actuarielle du Régime de rentes du Québec au 31 décembre 2003*.

BIBLIOGRAPHIE

CONFERENCE BOARD DU CANADA. *Canadian Outlook 2006, Long-term Economic Forecast*, 2006, x-87 pages.

DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES CANADA. *Classification nationale des professions — Description des professions*, 2001.

GRENIER, André, *Le marché du travail et l'emploi sectoriel au Québec 2006-2010*, CETECH, Emploi-Québec, juillet 2006, 83 pages.

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC. *Perspectives démographiques, Québec et régions, 2001-2051*, édition 2003.

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES. *Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2006*, 301 pages.

RÉGIE DES RENTES DU QUÉBEC. *Analyse actuarielle du Régime de rentes du Québec au 31 décembre 2003*.

STATISTIQUE CANADA. *Enquête sur la population active, compilations spéciales*.

STATISTIQUE CANADA. *Guide de l'Enquête sur la population active*, révisé en février 2006, 46 pages.

STATISTIQUE CANADA. *Recensement 2001, compilations spéciales*.

STATISTIQUE CANADA. *Système de classification des industries de l'Amérique du Nord, Canada 2002*, avril 2003, 908 pages.